

**EN COUVERTURE**

Jean-Michel Blanquer, plus jamais seul ?

Tournant. Résolu face à ses détracteurs, le ministre de l'Éducation mène le combat républicain de sa vie.

PAR CLÉMENT PÉTREULT ET NATHALIE SCHUCK

Les faits lui donnent raison, mais Jean-Michel Blanquer ne pourra jamais s'en réjouir. Vendredi 16 octobre, alors que Samuel Paty est décapité par un Tchétchène près de Conflans-Sainte-Honorine, le paquebot *Éducation nationale* entre tout entier dans la tempête. Un enseignant assassiné en France pour avoir montré une caricature du Prophète ? L'histoire sem-

Q6. Jean-Michel Blanquer dans son bureau de la rue de Grenelle, le 19 octobre.

blerait grotesque si elle ne renvoyait à une réalité aussi tragique. Difficile de prédire comment réagira le corps enseignant au retour des vacances de la Toussaint. Se dressera-t-il contre la menace ou sombrera-t-il dans le mutisme et l'autocensure ? Le ministre sait que l'adversité peut entraîner sursauts et prises de conscience à géométrie variable, d'autant plus fragiles qu'il lui faudra ramer à contre-courant. « *On est confrontés à des îlots de résistance puissants, incarnés par un islamo-gauchisme important au sein de l'université, des milieux culturels, du monde médiatique, du personnel politique* », confie Jean-Michel Blanquer au *Point*, au cours de ce qui ressemble au week-end le plus long de sa carrière.

Au lendemain de cet insupportable attentat, sa feuille de route relève de la bataille culturelle. Pour surmonter le traumatisme, il faudra « *combattre* » ■■■

ELODIE GREGOIRE POUR « LE POINT »



► 21 octobre 2020

■ ■ ■ une peur enkystée liée à une forme d'inhibition entretenue par l'islamo-gauchisme et le cynisme électoraliste de certains. Il y a aussi les naïfs, les aveugles qui depuis longtemps ne veulent pas voir, les tenants d'un politiquement correct qui craignent de passer pour islamophobes», égrène encore le grand patron de l'Éducation, tout en colère rentrée. Aucun risque que la droite le prenne en défaut de « nommer l'ennemi »...

En trois ans, la méthode Blanquer a tracé son chemin dans l'administration et sa ligne fait des émules dans la macronie. Au gouvernement, comme à l'Assemblée nationale et dans les instances du mouvement présidentiel, des Marcheurs se convertissent peu à peu aux vertus d'un républicanisme échevelé et chantent les louanges d'une laïcité émancipatrice. Fichtre! Personne, aux prémices de l'aventure de LREM, n'aurait misé sur cette épiphanie politique, qui plus est autour d'un homme à l'image si austère. Novice en politique, pour ne pas dire candide, lorsqu'il prend ses fonctions en mai 2017, Jean-Michel Blanquer a longtemps prêché seul. Pris pour cible par une partie de l'aile gauche de la majorité après qu'il eut décrété, il y a un an tout juste, que le voile islamique n'était « pas souhaitable dans notre société », il se cherchait des appuis et a vu se constituer autour de lui un groupe de fidèles « blanqueristes » : une quarantaine de parlementaires issus de LREM et du MoDem autour d'une boucle Telegram baptisée... « Fan-Club JMB », à l'initiative d'Aurore Bergé, députée marcheuse des Yvelines – département où s'est produit l'attentat.

Ce cercle compte parmi ses membres les plus actifs l'ancien vallsiste Francis Chouat, l'ex-magistrate Laurence Vichnievsky ou le député éleveur de la Creuse Jean-Baptiste Moreau. Ensemble, ils cherchent autant à peser sur la ligne du gouvernement qu'à calmer les ardeurs de la branche multiculturaliste de la majorité, du moins ce qu'il en reste. Sur ce point, les Marcheurs peuvent compter sur le style Blanquer, fait d'éclairs de franchise sur un lit de tempérance. « Nous nous appelons La République en marche, pas le communautarisme en vadrouille! » a sèchement rappelé « JMB » en juillet lors d'un bureau exécutif houleux de LREM.

Les Marcheurs qui rêvaient de lui faire la peau se sont pour la plupart dispersés dans des groupes voisins de la majorité. « Je ne suis pas un marginal au sein de LREM, je ne suis pas seul sur ces questions. C'est même l'inverse qui se passe : j'ai pu m'exprimer sur ces sujets et susciter une adhésion. Stanislas Guerini m'a demandé d'écrire les lignes du programme sur la République, de nombreux députés et sympathisants se sont rapprochés de moi

pour me dire leur complet soutien et travailler à des propositions constructives », constate le ministre, qui n'a jamais été autant entouré. « Il s'est parfois senti seul, Jean-Michel », raconte la présidente déléguée des députés LREM, Aurore Bergé, qui se remémore des débuts douloureux. « On a dû faire face à des résistances, on a été taxés de fachos, de racistes », raconte-t-elle, mais le combat a payé. Et si Édouard Philippe n'appréciait guère son ministre de l'Éducation nationale, qu'il suspectait – non sans quelques raisons – de convoiter son poste, les tensions se sont évanouies avec Jean Castex. Ronds sur la forme, fermes sur les questions régaliennes, les deux hommes sont faits pour s'entendre.

« La campagne de 2022 portera sur ces enjeux d'identité », veut croire la députée des Yvelines. « Qu'il s'agisse de l'affaire Mila ou de l'affaire Paty, la République n'a pas su les protéger des fanatiques. Nous devons donner une réponse ferme, déterminée... et même brutale face à ceux qui nous ont déclaré la guerre! » avance-t-elle.

Nul doute que le ministre de l'Éducation, qui entretient une grande proximité avec le couple présidentiel, aura un rôle à jouer dans cette campagne. Il s'y prépare avec un livre qui sortira prochainement chez Gallimard, sur l'importance de défendre la République et la nécessité d'en faire un projet de société concret, et non un concept abstrait. Pour ce faire, il cherche à rassembler intellectuels et élus capables d'identifier les adversaires de la République et d'organiser la contre-offensive. Il les a réunis dans un think tank encore informel, baptisé pour l'heure « Le Lab républicain », où l'on peut croiser des personnalités de droite comme de



Tandem. Le ministre avec son directeur de cabinet, Thierry Ledroit.

gauche. « Il y a Caroline Fourest, Aurore Bergé, Brune Poirson, Gilles Clavreul, etc. Nous nous sommes vus le 15 juillet. Ce réseau, ce sont les hussards noirs de la République, des laïcards pur jus », explique un participant.

L'ancien élève Blanquer, qui a suivi toute sa scolarité dans un établissement catholique privé, est-il prêt à endosser le rôle difficile – et souvent ingrat – de nouveau défenseur de la laïcité républicaine? « Il est proche de Pascal Bruckner, de Manuel Valls et de Jean-Pierre Chevènement, qui l'a quasiment adoubé. L'idée est un peu d'assurer la relève », décrypte un fidèle, pour qui le ministre est prêt à monter au créneau en pesant sur le projet de loi contre le séparatisme porté par ses collègues de l'Intérieur, Gérald Darmanin et Marlène Schiappa. Il a évoqué le sujet avec Emmanuel Macron lors d'un déjeuner en tête-à-tête fin septembre, où il fut aussi question d'une candidature aux régionales en Île-de-France. Une demande pressante du président, qui souhaite le voir s'engager avec plus de force dans le

ELODIE GREGOIRE POUR « LE POINT »

« On est confrontés à des îlots de résistance puissants, incarnés par un islamo-gauchisme important. » Jean-Michel Blanquer



combat politique. « Il faut qu'il digère de ne pas avoir eu l'Intérieur lors du remaniement ! Il fait partie de ces gens à qui il faut faire des câlins et dont il faut remonter le ressort en permanence, c'est fatigant... » taclait alors un important macroniste.

S'il espère transformer l'essai politique, Jean-Michel Blanquer devra d'abord résoudre la crise violente que traverse l'institution scolaire, profondément ébranlée par l'attentat. Bien qu'entouré d'une équipe alignée sur ses idées, comme ses conseillers Richard Senghor – expert de la laïcité – et Xavier Chinaud – fin politique issu du cabinet d'Édouard Philippe –, le locataire de la Rue de Grenelle semble parfois bien seul face à l'inertie de l'institution. La gigantesque machine de plus d'un million de fonctionnaires ne se pilote pas comme un bolide. « La solitude administrative de Jean-Michel Blanquer face à l'institution publique est une réalité. Il sait que les associations d'éducation populaire, encouragées par l'Observatoire de la laïcité, certains syndicats et une part non négligeable du corps enseignant sont majoritairement convaincus qu'il ne faut jamais offenser, jamais provoquer, et que celui qui signale le problème devient lui-même le problème. Bref, il doit lutter contre une mentalité capitularde », avance Gilles Clavreul, cofondateur du Printemps républicain, mouvement politique laïque né en 2016 sur les ruines encore fumantes du Parti socialiste.

Ornière. Sur la question des atteintes à la laïcité, il n'a pas à rougir de son bilan. « Quand il est arrivé Rue de Grenelle, une mauvaise manière de l'institution consistait à mettre les atteintes à la laïcité sous le tapis, témoigne un proche de Blanquer. Il faut lui reconnaître qu'il a réussi à faire changer cette culture. » Désormais, les remontées d'informations sont quotidiennes, et chaque fois qu'un fait relatif à la laïcité est signalé, une équipe dédiée du rectorat se rend sur place pour traiter le problème, sur une base légale et non sur une volonté d'étouffer les choses... En ce qui concerne l'attentat de Conflans-Sainte-Honorine, « toutes ces procédures ont fonctionné. Il y a une enquête interne et on a un déroulé très clair de ce qu'il s'est passé au niveau scolaire », insiste un proche du dossier. Contrairement à ce qui a été affirmé sur les réseaux sociaux, jamais il n'a été question de sanctionner l'enseignant, qui était au contraire soutenu par sa hiérarchie.

La manière dont Jean-Michel Blanquer parviendra à sortir de cette ornière et la posture qu'il a adoptée dès sa prise de fonctions sur ces sujets, en créant notamment le conseil des sages de la laïcité, devraient lui permettre « de capitaliser en légitimité auprès des profs sur de nombreux sujets », espère un de ses conseillers. Lui qu'on disait démotivé, et fort contrarié, de n'avoir pas emménagé Place Beauvau lors du remaniement de juillet parviendra-t-il à renouer un dialogue constructif avec les enseignants ? « Il faut reconnaître qu'il les avait un peu perdus, comme n'importe quel ministre de l'Éducation au bout de trois ans et plusieurs réformes », confie un de ses proches. Dans son entourage, certains s'inquiètent de l'ampleur de la tâche. « En réalité, sur



En première ligne. Jean-Michel Blanquer a rejoint Emmanuel Macron (de dos) sur les lieux de la tragédie, à Conflans-Sainte-Honorine, le 16 octobre.

les atteintes à la République et à la laïcité, les profs ont déjà laissé tomber, c'est foutu depuis longtemps, tout le monde le sait dans l'Éducation. Chez les syndicats, cette réalité existe, même si elle est compliquée à admettre. Des profs qui n'arrivent même pas à enseigner la Shoah, Samuel Paty qui propose à ses élèves musulmans de sortir de classe... C'est quand même le signe que tout le monde a déjà un peu renoncé, non ? » s'interroge un bon connaisseur du ministère. Dans ces conditions, comment ne pas se laisser gagner par le découragement ? « On peut adapter les programmes et enseigner les caricatures à l'école. Le problème, c'est que les chefs d'établissement ferment les yeux, car ils ont peur. On ne va pas mettre un flic derrière chaque prof, l'école aura du mal à aller plus loin que ce qu'elle fait déjà », redoute le même.

Pour un haut responsable de l'exécutif, il faut rien de moins que revenir aux racines du combat de Jules Ferry : « Dans sa lettre aux instituteurs du 17 novembre 1883, il écrivait : "L'instruction religieuse appartient aux familles et à l'Église, l'instruction morale à l'école" ». Quelques mois seulement après avoir rendu l'école primaire obligatoire et gratuite, Ferry invitait les profs à devenir des soldats de la laïcité, sur fond de tensions avec les milieux cléricaux... « Que ceux qui ont envie de revivre ces heures historiques se fassent connaître ! Il faut avoir conscience du niveau de dégradation de la situation et admettre que la tâche sera ardue », alerte une source proche du gouvernement : « Nous avons affaire à un écosystème qui entretient une atmosphère nauséabonde, comme le démontre la virulence des réseaux islamistes qui prétendent lutter contre "l'islamophobie". Ces réseaux véhiculent un discours victimaire et obsédé par un soi-disant "racisme d'État". Le but de ces activistes ? Se positionner en leaders d'opinion pour opérer une jonction entre les musulmans de France et les islamistes... Voilà comment un gamin de 18 ans, qui n'est pas passé a priori par l'Irak ou la Syrie, en arrive à commettre un tel acte », se désole le haut fonctionnaire. Signe que, même si l'École est dirigée par un ministre des plus combatifs, elle ne saurait affronter le problème seule ■

AFP